ROYAUME DE BELGIQUE

– – – – – – – – – –

AVIS 36.216/VR
DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

– – – – – – – – – – – –

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, chambres réunies, saisi par le Président du Sénat, le 4 décembre 2003, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables prorogé à huit jours ouvrables [(1)], sur les amendements n^os^ 214 à 218 à la proposition de loi "visant à octroyer le droit de vote aux élections communales aux étrangers" (Doc. parl., Sénat, n° 3-13/5, session 2003-2004), après avoir examiné l'affaire en ses séances des 9 et 10 décembre 2003, a donné à cette dernière date l'avis suivant :

(1) Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État qui dispose que le délai de cinq jours ouvrables est prorogé à huit jours ouvrables dans le cas où l'avis est donné par les chambres réunies en application de l'article 85*bis*.

Suivant l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et modifié par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

> "Le vote sur ces amendements, ainsi que sur l'ensemble de la proposition de loi est prévu à l'ordre du jour de la séance plénière du jeudi 11 décembre prochain. C'est cette échéance, dictée par les nécessités du calendrier parlementaire, qui motive la présente demande d'urgence."

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique des amendements, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, les amendements appellent les observations ci-après.

Amendements nos 214 et 215

1. L'amendement n° 214 tend à compléter l'article 1er*ter*, alinéa 1er, en projet, de la loi électorale communale de manière à imposer aux étrangers non ressortissants d'un État membre de l'Union européenne - ci-après "étranger(s) non UE" -, comme condition pour acquérir la qualité d'électeur aux élections communales, "la preuve d'une connaissance fonctionnelle de la langue, délivrée par la commission linguistique communale". L'amendement n° 215 tend à insérer un article 2*bis* dans la loi électorale communale qui habiliterait le Roi à régler "l'établissement et l'organisation de la commission linguistique communale". Dans la justification de l'amendement n° 214, il est en outre précisé que cette commission devrait comprendre au moins un délégué de chaque liste représentée.

2.1. Ainsi conçus, les amendements appellent les observations suivantes.

2.2. Il résulte de la jurisprudence de la Cour d'arbitrage [(2)] que le législateur fédéral, lorsqu'il impose la connaissance d'une langue pour exercer un droit politique, ne règle pas une matière relative à l'emploi des langues en matière administrative, mais bien une matière visée à l'article 8 de la Constitution. Il s'ensuit que le législateur fédéral est compétent pour imposer la connaissance d'une langue déterminée pour l'obtention du droit d'être électeur.

2.3.1. Encore convient-il que le législateur fédéral, lorsqu'il décide de faire usage de cette compétence, le fasse sur la base de critères qui, d'une part, sont pertinents par rapport à l'objectif poursuivi et qui, d'autre part, sont formulés de manière telle qu'ils puissent être aisément applicables.

2.3.2. À cet égard, l'amendement n° 214 reste en défaut de préciser tant la langue dont l'étranger non UE devrait établir la preuve de la connaissance que ce qu'il convient d'entendre par "connaissance fonctionnelle" de cette langue.

Suivant la justification de l'amendement,

> "Par connaissance fonctionnelle de la langue, il faut entendre que le candidat électeur doit parler et comprendre la langue de la communauté où il souhaite exercer son droit de vote, afin de pouvoir se faire une idée exacte des programmes proposés."

Il est encore précisé que la connaissance de "la langue de la communauté dans laquelle on souhaite exprimer son suffrage" permet à l'électeur de bien comprendre "les programmes proposés" et "d'exprimer son suffrage conformément à sa perception de la société, ce qui est tout profit pour la démocratie". Il est en conséquence "essentiel de connaître la langue qu'utilisent les candidats mandataires", lesquels doivent "pouvoir expliquer leur programme à l'électeur sans qu'il y ait des barrières linguistiques insurmontables".

---

(2) Arrêt n° 18/90 du 23 mai 1990, considérant B.16.3.1.

2.3.3. En ce qu'il est fait référence à la "langue de la communauté", il convient de relever que le droit de vote ne s'exerce pas "dans une communauté", mais bien au niveau de la commune. Les communes sont certes toutes situées dans une région linguistique, mais elles ne relèvent pas toutes d'une communauté : ni les communes de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale ni leurs habitants, ne peuvent être considérés comme appartenant à l'une ou l'autre communauté.

La notion de "langue de la communauté" est donc sans pertinence s'agissant de régler le droit de vote aux élections communales. Elle est en outre impraticable dans les communes de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale.

2.3.4. En outre, au regard des articles 30 et 129 de la Constitution ainsi que de la jurisprudence de la Cour d'arbitrage relative à la notion de "matières administratives" (3), un candidat aux élections communales, lorsqu'il rédige un programme électoral ou s'adresse à ses électeurs potentiels, n'exerce pas une fonction administrative et ne participe pas non plus à l'élaboration d'un acte administratif. Il s'ensuit que l'imposition à des particuliers de l'emploi d'une langue lorsqu'ils s'adressent à la population échappe tant à la compétence du législateur fédéral qu'à celle du législateur communautaire (4) et qu'aucune langue n'est ni ne pourrait être imposée par le législateur aux personnes qui se présentent aux élections communales pour leurs communications aux électeurs.

Il ne saurait en conséquence être requis des électeurs qu'ils aient a priori une connaissance "fonctionnelle" de la langue dans laquelle sont rédigés les communications ou les programmes électoraux des candidats dès lors qu'il ne peut être prescrit l'usage d'une langue déterminée pour ces communications ou ces programmes.

---

(3) Arrêts n^{os} 17 du 26 mars 1986 (considérant 3.B.4.c.) et 70 du 14 décembre 1988 (considérant B.5.b.).

(4) Voir, en ce sens, l'avis 21.512/8, donné le 5 mai 1992, sur une proposition de décret "houdende regeling van het taalgebruik inzake bepaalde voor het publiek bestemde mededelingen" (Doc. parl., Vl. Raad, BZ 1992, n° 60/2).

2.4. Par ailleurs, l'article 8, alinéa 4, de la Constitution réserve au législateur la détermination des conditions et des modalités de l'extension du droit de vote aux résidents en Belgique qui ne sont pas des ressortissants d'un État membre de l'Union européenne.

Bien que cette disposition réserve ainsi, en cette matière, la compétence normative au législateur fédéral - lequel doit en régler les éléments essentiels -, elle n'exclut toutefois pas que soit laissé un pouvoir limité d'exécution au Roi. Une délégation conférée au Roi n'est pas contraire au principe de légalité pour autant que l'habilitation soit définie de manière suffisamment précise et porte sur l'exécution de mesures dont les éléments essentiels sont fixés préalablement par le législateur.

L'habilitation donnée au Roi par l'amendement n° 215 ne respecte pas les limites ainsi définies.

Il appartient au législateur de déterminer lui-même l'étendue de la connaissance linguistique requise, ainsi que les modalités essentielles du contrôle de cette connaissance, ce qui implique, notamment, de fixer les règles d'établissement, d'organisation et de fonctionnement des "commissions linguistiques communales", prévues par l'amendement n° 215.

Il en va d'autant plus ainsi que l'épreuve de la "connaissance fonctionnelle de la langue" permettant à chaque étranger non UE de faire usage du même droit, à savoir celui de voter aux élections communales, devra être passée devant autant de "commissions linguistiques" qu'il y a de communes.

Toute absence de législation précise en la matière sera donc de nature à engendrer de multiples divergences d'interprétation et, par voie de conséquence, source de nombreuses contestations.

3. En conclusion, la sécurité juridique requiert que les amendements n^{os} 214 et 215 soient fondamentalement repensés à la lumière des observations qui précèdent.

Amendement n° 218

1. Il convient tout d'abord d'observer que la version française de l'amendement ne correspond pas à la version néerlandaise, laquelle prévoit expressément :

- de modifier l'article 19 du Code de la nationalité belge, tel que cet article a été modifié par la loi du 1er mars 2000 - entrée en vigueur le 1er mai 2000;

- de faire entrer en vigueur à la même date tant cette modification que la proposition de loi à laquelle se rattache l'amendement.

Le présent avis porte sur la version néerlandaise de l'amendement.

2. La modification proposée du Code de la nationalité belge tend essentiellement à porter à cinq ans la durée de résidence principale minimale en Belgique pour pouvoir demander la naturalisation et ce, également pour les personnes qui ont la qualité de réfugié ou d'apatride.

Actuellement, ce délai est de deux ans pour ces personnes, alors qu'il est de trois ans pour les autres étrangers.

L'article 34 de la Convention internationale relative au statut des réfugiés, signée à Genève le 28 juillet 1951 et approuvée par la loi du 26 juin 1953 dispose :

> "Les États contractants faciliteront, dans toute la mesure du possible, l'assimilation et la naturalisation des réfugiés. Ils s'efforceront notamment d'accélérer la procédure de naturalisation et de réduire, dans toute la mesure du possible, les taxes et les frais de procédure."

L'article 32 de la Convention relative aux apatrides, signée à New York le 28 septembre 1954 et approuvée par la loi du 12 mai 1960 prévoit la même chose pour les apatrides.

En allongeant le délai de naturalisation notamment pour ce qui concerne les réfugiés et les apatrides, l'amendement rend plus sévères les conditions de naturalisation de ces derniers.

Même s'il ressort des commentaires consacrés à ces dispositions [5] que l'obligation faite aux États membres de faciliter, "dans toute la mesure du possible", l'assimilation et la naturalisation des réfugiés et des apatrides doit être considérée comme ayant valeur de recommandation ou d'obligation non revêtue, en elle-même, d'un effet de stand-still, il n'en reste pas moins qu'il incombe au législateur, sous peine de violer les dispositions précitées, de pouvoir dûment justifier les raisons pour lesquelles il estimerait que les critères fixés par la loi du 1er mars 2000 ne s'avèrent plus pertinents en matière de naturalisation et doivent au contraire être rendus plus sévères.

---

(5) Voir notamment : N. Robinson,"Convention relating to the status of refugees - Its History, Contents and Interpretation", Institute of Jewish Affairs, New York, 1953, p. 166.

Les chambres réunies étaient composées de

Messieurs	M. VAN DAMME,	président de chambre, président,
	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. BAERT, J. SMETS, J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Messieurs	J. KIRKPATRICK, A. SPRUYT,	assesseurs de la section de législation,
Mesdames	A. BECKERS, A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffiers.

Les rapports ont été présentés par MM. L. DETROUX et B. WEEKERS, auditeurs.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE M. VAN DAMME

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 36.216/VR

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, verenigde kamers, op 4 december 2003 door de Voorzitter van de Senaat verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen verlengd tot acht werkdagen [(1)], van advies te dienen over de amendementen nrs 214 tot 218 aan het voorstel van wet "tot toekenning van het actief kiesrecht bij de gemeenteraadsverkiezingen aan vreemdelingen" (Parl. St., Senaat, nr. 3-13/5, zitting 2003-2004), heeft, na de zaak te hebben onderzocht op de zittingen van 9 en 10 december 2003, op laatstvermelde datum het volgende advies gegeven :

---

(1) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarin wordt bepaald dat de termijn van vijf werkdagen verlengd wordt tot acht werkdagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de verenigde kamers met toepassing van artikel 85*bis*.

Overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en gewijzigd bij de wet van 2 april 2003, dienen in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen te worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief aldus :

> "Le vote sur ces amendements, ainsi que sur l'ensemble de la proposition de loi est prévu à l'ordre du jour de la séance plénière du jeudi 11 décembre prochain. C'est cette échéance, dictée par les nécessités du calendrier parlementaire, qui motive la présente demande d'urgence."

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van de amendementen, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geven de amendementen aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Amendementen nrs. 214 en 215

1. Amendement nr. 214 strekt ertoe het ontworpen artikel 1*ter*, eerste lid, van de gemeentekieswet aan te vullen om aan de vreemdelingen die geen onderdaan van een lidstaat van de Europese Unie zijn - hierna "niet-EU-vreemdeling(en)" genaamd-, als voorwaarde voor het verkrijgen van de hoedanigheid van gemeenteraadskiezer de verplichting op te leggen om "een bewijs (te leveren) van een functionele taalkennis afgeleverd door de gemeentelijke taalproefcommissie". Amendement nr. 215 strekt ertoe een nieuw artikel 2*bis* in te voegen in de gemeentekieswet, dat de Koning machtigt "de inrichting en de organisatie van de gemeentelijke taalproefcommissie" te regelen. In de verantwoording van amendement nr. 214 wordt bovendien gepreciseerd dat deze commissie zou moeten bestaan uit ten minste een afgevaardigde van iedere vertegenwoordigde lijst.

2.1. Zoals de amendementen opgevat zijn, geven ze aanleiding tot de volgende opmerkingen.

2.2. Uit de rechtspraak van het Arbitragehof [(2)] blijkt dat de federale wetgever, wanneer hij taalkennis oplegt als voorwaarde voor de uitoefening van een politiek recht, geen aangelegenheid betreffende het gebruik van de talen in bestuurszaken regelt, maar wel een aangelegenheid als bedoeld in artikel 8 van de Grondwet. Hieruit volgt dat de federale wetgever dus bevoegd is om de kennis van een bepaalde taal op te leggen om het actief kiesrecht te verkrijgen.

2.3.1. Dit neemt niet weg dat de federale wetgever, wanneer hij besluit van deze bevoegdheid gebruik te maken, dit moet doen op basis van criteria die, enerzijds, ter zake dienend zijn wat het nagestreefde oogmerk betreft en die, anderzijds, zo geformuleerd zijn dat ze gemakkelijk kunnen worden toegepast.

2.3.2. In dit verband wordt in amendement nr. 214 niet gepreciseerd wat de taal is waarvan de niet-EU-vreemdeling de kennis dient te bewijzen, noch wat dient te worden verstaan onder "functionele kennis" van deze taal.

In de verantwoording van dit amendement staat het volgende :

> "Onder functionele taalkennis moet worden verstaan : de kandidaat-kiezer moet de taal spreken en dient de taal te begrijpen van de gemeenschap waar hij of zij gebruik wenst te maken van het stemrecht, om zich een correct beeld van de aangeboden programma's te kunnen vormen."

Er wordt nog gepreciseerd dat de kennis van "de taal van de gemeenschap waar men wenst te stemmen" de kiezer in staat stelt goed de "aangeboden programma's" te begrijpen, wat resulteert "in een stem overeenkomstig de perceptie van de maatschappij van de kiezer en (...) zo de democratie ten goede (komt)". "De kennis van de taal waartoe de kandidaat-mandatarissen behoren is dus een noodzaak. De kandidaat-mandataris moet zonder onoverkomelijke taalbarrières zijn of haar programma aan de kiezer kunnen uitleggen".

---

(2) Arrest nr. 18/90 van 23 mei 1990, overweging B.16.3.1.

2.3.3. Voorzover verwezen wordt naar de "taal van de gemeenschap", behoort te worden opgemerkt dat het stemrecht niet "binnen een gemeenschap" maar wel op het niveau van de gemeente wordt uitgeoefend. De gemeenten zijn weliswaar allemaal gelegen in een taalgebied, maar ze behoren niet allemaal tot een gemeenschap: noch de gemeenten van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, noch hun inwoners kunnen worden geacht te behoren tot de ene of de andere gemeenschap.

Het begrip "taal van de gemeenschap" is dan ook irrelevant wanneer het gaat om het regelen van het actief kiesrecht voor de gemeenteraadsverkiezingen. Dat begrip is bovendien onwerkbaar in de gemeenten van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad.

2.3.4. Daarenboven oefent uit het oogpunt van de artikelen 30 en 129 van de Grondwet en van de rechtspraak van het Arbitragehof betreffende het begrip "bestuurszaken" [(3)], een kandidaat voor de gemeenteraadsverkiezingen wanneer hij een verkiezingsprogramma opstelt of zich tot zijn potentiële kiezers richt, geen administratieve functie uit of neemt hij niet deel aan de totstandkoming van een bestuurshandeling. Daaruit volgt dat het opleggen aan particulieren van het gebruik van een bepaalde taal wanneer zij zich tot de bevolking richten niet behoort tot de bevoegdheid van de federale wetgever noch tot die van de wetgever van een gemeenschap [(4)] en dat het gebruik van geen enkele taal opgelegd is of kan worden opgelegd door de wetgever aan personen die kandidaat zijn voor de gemeenteraadsverkiezingen wat hun mededelingen aan de kiezers betreft.

Bijgevolg mag van de kiezers niet worden geëist dat zij vooraf reeds een "functionele" kennis zouden hebben van de taal waarin de mededelingen of de verkiezingsprogramma's van de kandidaten gesteld zijn, aangezien het gebruik van een welbepaalde taal voor die mededelingen of programma's niet mag worden voorgeschreven.

---

(3) Arresten nrs. 17 van 26 maart 1986 (overweging 3.B.4.c.) en 70 van 14 december 1988 (overweging B.5.b.).

(4) Zie in deze zin advies 21.512/8 dat op 5 mei 1992 is uitgebracht over een voorstel van decreet "houdende regeling van het taalgebruik inzake bepaalde voor het publiek bestemde mededelingen" (Gedr. St., Vlaamse Raad, BZ 1992, nr. 60/2).

2.4.Overigens vermag, krachtens artikel 8, vierde lid, van de Grondwet, alleen de wetgever te bepalen onder welke voorwaarden en op welke wijze het stemrecht wordt uitgebreid tot de in België verblijvende niet-Europese Unie onderdanen.

Hoewel de normatieve bevoegdheid in dezen bij deze bepaling dus alleen wordt toegekend aan de federale wetgever - die de essentiële elementen ervan dient te regelen - sluit die bepaling evenwel niet uit dat aan de Koning een beperkte uitvoeringsbevoegdheid wordt verleend. Delegatie aan de Koning is niet strijd met het legaliteitsbeginsel voorzover de machtiging voldoende nauwkeurig is omschreven en betrekking heeft op tenuitvoerlegging van maatregelen waarvan de essentiële elementen voorafgaandelijk door de wetgever zijn vastgesteld.

De machtiging die bij amendement nr. 215 aan de Koning wordt gegeven, reikt verder dan de aldus bepaalde grenzen.

Het is de taak van de wetgever zelf het niveau van de vereiste taalkennis te bepalen, alsook de basisregels voor de toetsing van die kennis, wat onder meer betekent dat hij de regels moet vaststellen aangaande de installatie, de organisatie en de werkwijze van de "gemeentelijke taalproefcommissies", waarvan sprake in amendement nr. 215.

Dat geldt des te meer daar de test van de "functionele taalkennis", op grond waarvan iedere niet EU-vreemdeling gebruik kan maken van hetzelfde recht, namelijk het recht om te stemmen bij gemeenteraadsverkiezingen, afgelegd moet worden vóór evenveel "taalproefcommissies" als er gemeenten zijn.

Al wat terzake niet uitdrukkelijk wettelijk bepaald is, zal dus kunnen leiden tot tal van uiteenlopende interpretaties, en bijgevolg aanleiding geven tot heel wat betwistingen.

3. Het besluit is dan ook dat de amendementen nr. 214 en 215 ter wille van de rechtszekerheid grondig moeten worden herzien in het licht van de bovenstaande opmerkingen.

Amendement nr. 218

1. In de eerste plaats dient te worden opgemerkt dat de Franse versie van het amendement niet overeenstemt met de Nederlandse, die uitdrukkelijk hierin voorziet dat:

- artikel 19 van het Wetboek van de Belgische Nationaliteit, zoals dat artikel gewijzigd is bij de wet van 1 maart 2000 - in werking getreden op 1 mei 2000 - gewijzigd wordt;

- zowel deze wijziging als het voorstel van wet waarop het amendement betrekking heeft, op dezelfde datum in werking gesteld worden.

Dit advies heeft betrekking op de Nederlandse versie van het amendement.

2. De voorgestelde wijziging van het Wetboek van de Belgische Nationaliteit strekt er in hoofdzaak toe dat de minimumtijd dat men zijn hoofdverblijfplaats in België gevestigd moet hebben om naturalisatie te kunnen aanvragen, gebracht wordt op vijf jaar, zulks eveneens voor de personen die de hoedanigheid van vluchteling of staatloze hebben.

Thans bedraagt die tijd voor de laatstgenoemden twee jaar, tegenover drie jaar voor de overige vreemdelingen.

Artikel 34 van het Internationaal verdrag betreffende de status van vluchtelingen, ondertekend te Genève op 28 juli 1951 en goedgekeurd bij de wet van 26 juni 1953, bepaalt het volgende:

> "De Verdragsluitende Staten zullen, voor zover mogelijk, de assimilatie en naturalisatie van vluchtelingen vergemakkelijken. Zij zullen in het bijzonder er naar streven de naturalisatieprocedure te bespoedigen en de tarieven en kosten van deze procedure zoveel mogelijk te verminderen."

Artikel 32 van het Verdrag betreffende de status van staatlozen, ondertekend te New York op 28 september 1954 en goedgekeurd bij de wet van 12 mei 1960, schrijft hetzelfde voor met betrekking tot staatlozen.

Door de termijn voor naturalisatie te verlengen, inzonderheid wat vluchtelingen en staatlozen betreft, brengt het amendement mee dat de voorwaarden voor naturalisatie van die personen strenger worden.

Ook al blijkt uit het commentaar op die bepalingen [(5)] dat de verplichting die aan de lidstaten wordt opgelegd om de assimilatie en de naturalisatie van vluchtelingen en staatlozen "voor zover mogelijk" te vergemakkelijken, beschouwd moet worden als een aanbeveling of als een verplichting waaraan op zich geen stand-stilleffect is verbonden, het staat niettemin aan de wetgever om naar behoren de redenen te verantwoorden waarom hij van oordeel is dat de criteria vastgesteld bij de wet van 1 maart 2000 niet meer ter zake doende blijken te zijn op het gebied van naturalisatie en integendeel strenger moeten worden gemaakt, daar anders de voornoemde verdragsbepalingen worden geschonden.

---

(5) Zie inzonderheid N. Robinson, "Convention relating to the status of refugees - Its history, Contents and Interpretation", Institute of Jewish Affairs, New York, 1953, blz. 166.

De verenigde kamers waren samengesteld uit

de Heren	M. VAN DAMME,	kamervoorzitter, voorzitter,
	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. BAERT,	staatsraden,
	J. SMETS,	
	J. JAUMOTTE,	
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heren	J. KIRKPATRICK,	assessoren van de afdeling wetgeving,
	A. SPRUYT,	
Mevrouwen	A. BECKERS,	griffiers.
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	

De verslagen werden uitgebracht door de HH. L. DETROUX en B. WEEKERS, auditeurs.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER, DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE M. VAN DAMME